

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - CS

Arrêté préfectoral imposant à EDF des prescriptions complémentaires pour la remise en état du site de l'ancienne centrale thermique de PONT-SUR-SAMBRE

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
officier de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 1989 autorisant EDF à poursuivre l'exploitation, sur le territoire de la commune de PONT-SUR-SAMBRE, d'une centrale thermique ;

VU la fermeture définitive de la dernière tranche du Centre de Production Thermique de PONT SUR SAMBRE le 30 avril 1998 et la production par EDF du mémoire de cessation d'activité de la centrale et des études complémentaires pour la remise en état du site ;

VU le rapport en date du 20 juin 2003 de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à la réhabilitation de la zone - terri//aire de décantation - en zone verte à vocation pédagogique en collaboration avec la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 20 janvier 2004 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

Article 1^{er} : Objet

EDF Unité de production Ile de France et Nord – 47, avenue de Lugo – case n°3 – 94604 CHOISY le Roi Cedex , ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la remise en état du site de l'ancienne centrale thermique sise route de Pantegnies, 59138 PONT sur SAMBRE.

Il est donné acte de la réhabilitation de la partie du site en zone industrielle.

Les prescriptions ci-après s'appliquent à la réhabilitation de la zone – terril /aire de décantation - en zone verte à vocation pédagogique en collaboration avec la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre.

Article 2 : Cessation de l'activité de reprise des cendres

L'exploitant cessera, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, toute activité de reprise de cendres sur le terril.

Article 3 : Mise en sécurité du terril

Toutes dispositions seront prises pour assurer une bonne stabilité des terrains et assurer la sécurité des personnes.

Le terril de cendres sera muni d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de 2 mètres.

L'exploitant présentera à l'inspection des installations classées dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté un cahier des charges pour l'adoucissement des pentes pour enlever les fronts de taille de la partie du terril qui a été exploitée pour valoriser les cendres en laissant intacte la partie supérieure colonisée par les hirondelles des rivages.

Article 4 : Limitation des envois de poussières - Végétalisation

Toutes dispositions seront prises pour empêcher les envois de poussières.

L'exploitant présentera à l'inspection des installations classées dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté un cahier des charges pour la végétalisation de la partie du terril qui a été exploitée:

Article 5 : Plan de suivi

L'exploitant présentera à l'inspection des installations classées dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté un plan de suivi de la zone proposé par un bureau d'étude tiers compétent (dont le choix sera soumis au préalable à l'approbation de l'inspection des installations classées) comprenant, au vu des études déjà menées sur la zone (études de sols et études de faisabilité) pour la réhabilitation en zone verte) ;

- le suivi et la surveillance des eaux superficielles et souterraines (3 piézomètres existants),
- la surveillance de la qualité de l'air pour vérifier l'efficacité de la végétalisation au regard de l'envol de poussières de cendres,
- les conditions d'accès au site pour la sécurité des personnes.

Article 6 : Servitudes d'utilité publique

En application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 24.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, l'exploitant déposera, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, auprès de Monsieur le Préfet un dossier visant à instaurer des servitudes d'utilité publique sur la zone qui sera instruit, comme prévu par l'article 24.8 dudit décret, conformément aux dispositions des articles 24.2 à 24.7 dudit décret.

ARTICLE - 7

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

ARTICLE - 8

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le Sous-Préfet d'AVESNES SUR HELPE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Maire de PONT-SUR-SAMBRE,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

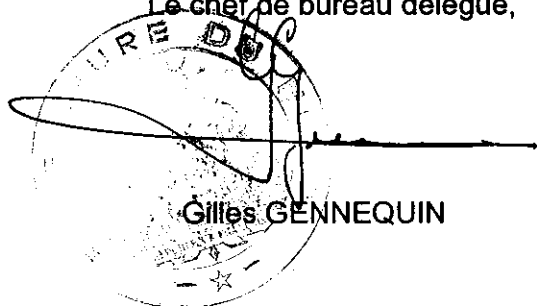
- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de PONT-SUR-SAMBRE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

FAIT à LILLE, le 18 février 2004

Le préfet,
Pour le préfet
Le secrétaire général adjoint

Christophe MARX

Pour ampliation,
Le chef de bureau délégué,



Gilles GENNEQUIN